



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2021-66  
Séance du 9 décembre 2021 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt et un, le neuf décembre à 18 heures 30, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

**Présents :** MM Aldon, Briane, Caizergues, Castellon, Lenoir, Perez, Petit, Salgues, Serra, Viala  
Mmes Berard, Enjalbert, Gouard, Joannot, Palau, Pervent, Suau

**Absents ayant donné procuration :** M. Oudinot pouvoir à M. Perez, Mme Torrandell pouvoir à Mme Berard, Mme Vilaplana pouvoir à M. Caizergues

**Absents excusés :** M. Deyrat, M. Huber

**Absents :** Mme Balsan

**Secrétaire de séance :** Mme Frédérique Berard

**Nombre de membres en exercice :** 23

**Présents :** 17

**Procurations :** 3

**Absents :** 3

**Votants :** 20

**Date de convocation et affichage**

3 décembre 2021

**Objet :** Revalorisation du forfait distribution de publications communales

M. le maire rappelle à l'assemblée la délibération n° 2018-60 du 24 juillet 2018, qui a autorisé le recrutement d'un vacataire pour effectuer la distribution de publications communales à hauteur de dix vacations par an environ. Chaque vacation est rémunérée sur la base d'un forfait brut de cent cinquante euros par distribution.

M. le maire précise que ce barème n'a pas évolué depuis plusieurs années, et qu'en raison de l'augmentation de la population de la commune il convient de le revaloriser et propose un forfait brut de deux cents euros par distribution.

Le conseil municipal, après discussion et à l'unanimité :

- fixe la rémunération de chaque vacation sur la base d'un forfait brut de deux cents euros par distribution
- inscrit les crédits nécessaires au budget,
- donne tout pouvoir à M. le maire pour signer les documents et actes afférents à cette décision.
- dit que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Lavérune le 9 décembre 2021

Roger CAIZERGUES  
Maire



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) nomenclature : 7.1.1